

# BRÈVES SECTORIELLES

## États-Unis

Une publication du SER des États-Unis  
N°2024-29 du 13 septembre 2024

## Sommaire

### Commerce et sanctions

1. Les États-Unis renforcent leurs mesures de contrôle export dans les secteurs des semi-conducteurs et du quantique
2. Le Département du Commerce lance un outil d'évaluation des chaînes d'approvisionnement
3. La Chambre adopte plusieurs propositions de loi visant la Chine
4. Les États-Unis adoptent des sanctions à l'égard de représentants du gouvernement vénézuélien

### Climat – énergie – environnement

5. Le Département d'État tient le premier dialogue stratégique sur l'énergie avec le Nigeria
6. Les États-Unis et la Chine poursuivent leurs échanges sur la lutte contre la crise climatique

### Transport et infrastructure

#### Brèves

### Agriculture et industrie agroalimentaire

7. L'USDA investit dans la recherche sur les cultures spécialisées et la production agricole biologique

### Numérique et innovation

8. Le NTIA et le DoE sollicitent des commentaires publics pour renforcer la croissance, la résilience et la sécurité des centres de données
9. Le DoC publie une proposition de règle sur les obligations de déclaration pour les modèles d'IA et les infrastructures de calcul

### Santé

10. La Chambre demande que l'accord OMS sur la réponse aux pandémies soit ratifié par le Sénat

Vous pouvez retrouver les publications du SER, dont le Washington Wall Street Watch, [ici](#).

# Commerce et sanctions

## 1. Les États-Unis renforcent leurs mesures de contrôle export dans les secteurs des semi-conducteurs et du quantique

Le Département américain du Commerce a [publié](#) le 6 septembre une nouvelle règle destinée à renforcer le dispositif de contrôle export américain pour (i) certains équipements nécessaires à la fabrication d'ordinateurs quantiques, (ii) certains outils utilisés pour la conception de semi-conducteurs avancés, (iii) certains composants nécessaires à la production de puces pour superordinateurs et (iv) certains procédés de fabrication additive nécessaires à la conception de semi-conducteurs. Les items couverts par cette nouvelle règle seront soumis à un régime de contrôle export à dimension extraterritoriale (« *worldwide control* »), fondé sur deux critères d'analyse : la sécurité nationale et la stabilité régionale. Outre les produits conçus aux États-Unis ou intégrant un certain niveau de composants américains, ce système de contrôle s'appliquera également aux biens produits par l'intermédiaire d'une technologie ou d'un logiciel américain. Les exportations de certains des items couverts par cette règle bénéficieront d'un mécanisme d'exception s'ils sont [destinés](#) à des utilisateurs finaux au sein de pays disposant de dispositifs de contrôle « substantiellement » équivalents à celui des États-Unis. En-dehors de ce mécanisme d'exception, une procédure d'autorisation *a priori* est prévue, le cas échéant avec une présomption positive ou négative selon le pays de destination des exportations. La règle prévoit en outre que les entreprises exportatrices de ces biens devront signaler au Comité en charge des investissements étrangers (CFIUS) tout investissement entrant conduisant une entité étrangère à prendre 25 % ou plus des parts de leur capital. Bien que le contenu de la règle soit entré en vigueur le 6 septembre, le Département du Commerce autorise néanmoins un délai de mise en conformité pour une large partie des équipements relevant du secteur quantique. Ce délai est fixé au 5 novembre 2024, date à laquelle se clôturera l'appel à commentaires publics relatif au contenu de cette règle.

## 2. Le Département du Commerce lance un outil d'évaluation des chaînes d'approvisionnement

Le 10 septembre, à l'occasion du Supply Chain Summit organisé par le Département du Commerce et le Council on Foreign Relations, le Supply Chain Center du DoC a [annoncé](#) la mise en service d'un nouvel outil, SCALE, visant à quantifier et objectiver l'analyse par l'administration des chaînes d'approvisionnement et l'identification des risques. Sur la base des données issues du Census et de sources privées, cet outil utilise plus de 40 indicateurs pour déterminer la criticité d'une industrie pour l'économie américaine, sa vulnérabilité aux perturbations et sa résilience (délai de retour à la normale après une crise d'approvisionnement). L'outil lui-même ne sera pas diffusé au-delà du DoC mais les analyses produites à partir de l'outil

pourront être publiées. La Secrétaire au Commerce Gina Raimondo a [rappelé](#) que cet outil s'inscrit dans la volonté du gouvernement américain d'adopter une approche « proactive et stratégique dans la gestion des risques liés à la chaîne d'approvisionnement ». Le Secrétaire adjoint au Commerce chargé de l'industrie et de l'analyse Grant Harris a qualifié cet outil de « contribution majeure » au travail de l'administration sur la chaîne d'approvisionnement, mais a [ajouté](#) que plusieurs domaines pourraient être améliorés dans les prochaines versions, notamment un « examen plus approfondi » des capacités de production nationales.

### 3. La Chambre adopte plusieurs propositions de loi visant la Chine

Le 9 septembre, la Chambre des représentants a adopté plusieurs propositions de loi visant la Chine, son président M. Johnson (R-Louisiane) ayant [annoncé](#) en juillet dernier sa volonté de dédier une partie de l'ordre du jour des votes à des législations en la matière. Parmi les propositions de loi adoptées par la Chambre, figure le BIOSECURE Act, une législation soutenue par une majorité de représentants (306 pour et 81 contre) [destinée](#) à empêcher le gouvernement fédéral de conclure des contrats de prestation avec certaines entreprises de biotechnologie susceptibles de porter atteinte à la sécurité nationale américaine, parmi lesquelles figurent notamment les sociétés chinoises BGI, MGI, Complete Genomics, WuXi AppTec et WuXi Biologics. Le Remote Access Security Act [prévoit](#) de son côté d'élargir les compétences du Bureau of Industry and Security (BIS) du Département du Commerce, chargé de la mise en œuvre du dispositif de contrôle export américain, afin qu'il puisse désormais contrôler l'accès à distance à certains items couverts par la réglementation américaine. Les représentants ont en outre adopté l'Economic Espionage Prevention Act, [visant](#) à imposer des sanctions à l'encontre de personnes et d'entreprises étrangères pouvant porter atteinte à la sécurité nationale américaine si celles-ci réalisent des activités d'espionnage industriel ou de violation du dispositif de contrôle export américain. Ces propositions de loi doivent à présent faire l'objet d'un vote au Sénat avant de pouvoir être définitivement adoptées. Le 12 septembre, la Chambre des représentants a également [adopté](#) l'End Chinese Dominance of Electric Vehicles in America Act, qui modifie certaines dispositions de l'IRA afin d'interdire aux batteries contenant des matériaux provenant de Chine ou d'autres « entités étrangères préoccupantes » de bénéficier des crédits d'impôt pour les véhicules propres. Pour rappel, cette proposition de loi avait été [introduite](#) en avril par la représentante C. Miller (R-Virginie-Occidentale) et approuvée peu après par la commission des Voies et Moyens. Le Président Biden a d'ores et déjà [annoncé](#) mercredi qu'il s'opposait à cette mesure, qui ajouterait « des restrictions nouvelles, peu claires et inapplicables » à l'IRA. Aucune proposition de loi similaire n'a été présentée à ce stade au Sénat, mais certains sénateurs ont présenté leurs propres propositions de modification du crédit d'impôt.

## 4. Les États-Unis adoptent des sanctions à l'égard de représentants du gouvernement vénézuélien

Le 12 septembre, le Département américain du Trésor a [adopté](#) des sanctions à l'égard de 16 représentants vénézuéliens du gouvernement de Nicolas Maduro, accusés d'avoir entravé le processus électoral et « violé les droits de l'homme des citoyens vénézuéliens » lors des élections présidentielles du 28 juillet dernier, à l'issue desquelles le président sortant a été déclaré vainqueur. Le Département d'État a de son côté [adopté](#) des mesures de restriction en matière d'octroi de visa à l'égard de ces mêmes représentants.

### Brèves

- Du 9 au 12 septembre, K. Tai s'est [rendue](#) au Royaume-Uni. Elle a rencontré l'Ambassadeur des États-Unis au Royaume-Uni, Jane Hartley. Elle a également visité l'Université d'Oxford et participé à une table ronde avec des étudiants et des professeurs de la Blavatnik School of Government. Elle a enfin [rencontré](#) le secrétaire d'État aux Affaires, à l'Énergie et à la Stratégie industrielle, Jonathan Reynolds, et le secrétaire général du Trades Union Congress, Paul Nowak.
- Le 5 septembre, le Département du Travail a [ajouté](#) 72 biens à sa liste de produits susceptibles d'être issus du travail forcé ou du travail infantile. Parmi ceux-ci, figurent 37 produits n'ayant jamais été intégrés au sein de cette liste, à l'instar des jujubes et des calamars en provenance de Chine ainsi que du nickel en provenance d'Indonésie.
- Le 5 septembre, le Département d'État a [adopté](#) des sanctions à l'égard de deux entités et deux navires impliqués dans le projet d'exploitation de gaz naturel liquéfié Arctic LNG 2, actuellement soumis à des sanctions américaines.
- Le 10 septembre, le Département du Trésor a [adopté](#) des sanctions à l'égard de neuf individus et vingt-six entités domiciliées au Mexique accusés de soutenir financièrement le groupe de narcotrafic Cartel Jalisco Nueva Generacion (CJNG).
- Le 10 septembre, les Départements du [Trésor](#) et d'[État](#) ont adopté des sanctions à l'égard de dix individus, six entités et quatre navires accusés de fournir des équipements en provenance d'Iran pour concevoir des drones et des armes léthales au profit de la Russie dans le cadre de l'invasion en Ukraine. Figure notamment parmi les entités désignées la compagnie Iran Air.
- Le 12 septembre, le Département du Trésor a [adopté](#) des sanctions à l'égard d'un individu et cinq entités cambodgiens accusés d'avoir contribué à des activités d'abus de droits humains et de recours au travail forcé.

- Le 12 septembre, le Département d'État a [adopté](#) des sanctions à l'égard d'un individu et cinq entités accusés d'être impliqués dans des activités de prolifération de missiles balistiques au profit du Pakistan.

## Climat – énergie – environnement

### 5. Le Département d'État tient le premier dialogue stratégique sur l'énergie avec le Nigéria

Le Département d'État américain (DoS) a [tenu](#) les 11 et 12 septembre le premier dialogue stratégique américano-nigérian sur l'énergie. Le DoS a [relevé](#) à cette occasion les avancées récentes de la coopération énergétique bilatérale entre les États-Unis et le Nigéria.

Le DoS souligne que le dialogue permettra d'élargir la coopération entre les deux pays en faveur de la sécurité énergétique et de l'accès à l'énergie, de la décarbonisation du secteur pétrolier et gazier et de l'accélération de la transition énergétique. Le DoS mentionne en particulier des discussions sur les programmes Foundational Infrastructure for Responsible Use of Small Modular Reactor Technology ([FIRST](#)) et Clean Energy Demand Initiative ([CEDI](#)). Le DoS précise que le dialogue vise également à renforcer la collaboration entre les secteurs privés américain et nigérian.

### 6. Les États-Unis et la Chine poursuivent leurs échanges sur la lutte contre la crise climatique

Du 4 au 6 septembre a eu lieu à Pékin une réunion du groupe de travail « U.S.-China Working Group on Enhancing Climate Action in the 2020s » co-présidé par le Conseiller principal du président américain pour la politique climatique internationale John Podesta et l'envoyé spécial de la Chine pour le changement climatique Liu Zhenmin. Le Département d'État américain (DoS) [indique](#) que les deux pays ont poursuivi leurs discussions sur la lutte contre la crise climatique, y compris la mise en œuvre des Contributions déterminées au niveau national (NDC) 2030 et la préparation des NDC 2035. Ils ont également réaffirmé leur intention d'organiser conjointement, avec la présidence azerbaïdjanaise, un sommet sur le méthane et d'autres gaz à effet de serre autres que le CO<sub>2</sub> lors de la COP 29. Les deux parties se sont engagées à apporter leur concours pour que la COP 29 soit couronnée de succès, notamment en ce qui concerne le nouvel objectif chiffré collectif et l'article 6 dans le cadre de l'accord de Paris.

Le DoS précise également que les deux parties ont rappelé leur engagement à faire progresser les efforts pour stopper et inverser la perte de forêts d'ici 2030, et exprimé leur intention de poursuivre les discussions et les efforts de collaboration pour faire appliquer leurs lois respectives sur l'interdiction des importations illégales et



promouvoir la conservation et la gestion durable des forêts à l'échelle mondiale.

## Brèves

- L'Agence de protection de l'environnement américaine (USEPA) a [publié](#) le 10 septembre un appel à commentaires publics sur sa proposition de mise à jour de ses recommandations en matière de spécifications, de normes et d'écolabels pour les achats fédéraux. Elle indique privilégier les démarches pour lesquelles il existe un programme de certification par une tierce partie.
- L'Agence d'information sur l'énergie (USEIA) a [indiqué](#) le 4 septembre que les exportations de charbon thermique des États-Unis vers l'Asie avaient augmenté de 19 % au premier semestre 2024 par rapport à la même période en 2023. Cette hausse est principalement due à l'augmentation des livraisons à l'Inde pour le secteur de la fabrication de briques et à la Chine, principalement pour les producteurs d'électricité.
- L'USEIA a également [déclaré](#) le 10 septembre que le gazoduc Matterhorn Express, d'une capacité de 70 Mm<sup>3</sup>/jour, devrait entrer en service ce mois-ci, augmentant la capacité d'acheminement du gaz naturel par gazoduc depuis le bassin permien. Le bassin permien, situé à l'ouest du Texas et à l'est du Nouveau-Mexique, est le plus grand bassin pétrolifère des États-Unis et celui qui connaît la croissance de la production la plus rapide ; il est également une source majeure de gaz naturel.

# Transport et infrastructure

## Brèves

- L'Administration fédérale de l'aviation américaine (FAA) a [annoncé](#), le 6 septembre, 1,9 Md\$ de dollars de nouvelles subventions pour améliorer les infrastructures aéroportuaires à travers les États-Unis. Il s'agit de la 5<sup>e</sup> annonce, la plus large jusqu'à présent, dans le cadre du Programme d'amélioration des aéroports (AIP). Ces fonds serviront à financer divers projets, notamment des améliorations en matière de sécurité, de durabilité des aéroports et pour la réduction des nuisances sonores dans des aéroports de toutes tailles et sur tout le territoire américain. Pour la première fois, les subventions comprennent un financement pour l'essai de technologies visant à réduire, atténuer et éliminer les contaminants causés par la mousse à formation de film aqueux (AFFF) et d'autres substances per- et polyfluoroalkyles (PFAS) qui peuvent contaminer l'air, l'eau et le sol, et qui sont nocives pour la santé humaine.

# Agriculture et industrie agroalimentaire

## 7. L'USDA investit dans la recherche sur les cultures spécialisées et la production agricole biologique

Le Département américain de l'Agriculture (USDA) a [annoncé](#) le 10 septembre un investissement de près de 121 M\$ pour faire avancer les activités de recherche et de vulgarisation visant à résoudre les principaux défis auxquels sont confrontés les producteurs de cultures spécialisées (fruits et légumes, fruits à coque, fruits secs, horticulture et pépinières, y compris floriculture) et d'agriculture biologique. Cet investissement s'inscrit dans le cadre de l'initiative de recherche sur les cultures spécialisées de l'Institut national de l'alimentation et de l'agriculture ([NIFA](#)) et comprend 70,4 M\$ pour soutenir la recherche sur la production de cultures spécialisées à travers les États-Unis et 50,5 M\$ pour soutenir les agriculteurs et les éleveurs qui cultivent et commercialisent des aliments, des fibres et des produits biologiques de haute qualité.

Cet investissement s'inscrit dans le prolongement des 82,3 M\$ de subventions récemment annoncées par l'USDA par l'intermédiaire de l'Agricultural Marketing Service pour renforcer la compétitivité des cultures spécialisées et soutenir les producteurs de ce secteur. Ces fonds ont été octroyés dans le cadre du Specialty Crop Block Grant Program ([SCBGP](#)) et du Specialty Crop Multi-State Grant Program ([SCMP](#)) de l'USDA. Par le développement des marchés, l'éducation des consommateurs ou la recherche, ces programmes permettent d'élargir les marchés et d'accroître la compétitivité de l'industrie des cultures spéciales, tout en facilitant l'accès des consommateurs à ces cultures.

L'investissement de 50,5 M\$ de la NIFA dans 30 projets d'agriculture biologique fait partie du [programme d'agriculture biologique](#) de la NIFA, qui comprend l'initiative de recherche et de vulgarisation en agriculture biologique (OREI) et le programme de transition vers l'agriculture biologique (Organic Transitions Program). Les projets OREI financent des projets de recherche, d'éducation et de vulgarisation visant à améliorer les rendements, la qualité et la rentabilité des producteurs et des transformateurs qui ont adopté des normes biologiques.

# Numérique et innovation

## 8. Le NTIA et le DoE sollicitent des commentaires publics pour renforcer la croissance, la résilience et la sécurité des centres de données

Le 4 septembre, la National Telecommunications and Information Administration (NTIA) – en collaboration avec le Département de l'Énergie (DoE) – a [lancé](#) un appel à commentaires sur les défis liés à la croissance, la résilience et la sécurité des centres de données aux États-Unis. Cet appel vise à identifier des moyens de renforcer le développement du marché, la résilience de la chaîne d'approvisionnement et la sécurité des centres de données. Selon la NTIA, il existe actuellement plus de 5 000 centres de données aux États-Unis – représentant 4 % de l'électricité totale consommée dans le pays en 2022 – et leur nombre devrait croître de 9 % par an jusqu'à 2030. Les commentaires, attendus d'ici au 4 novembre 2024, contribueront à formuler des recommandations politiques visant à assurer une croissance durable et sécurisée de ces infrastructures.

## 9. Le DoC publie une proposition de règle sur les obligations de déclaration pour les modèles d'IA et les infrastructures de calcul

Le 9 septembre, le Département du Commerce (DoC) a [publié](#) un projet de règle concernant la collecte d'informations sur les activités de développement de modèles d'intelligence artificielle (IA) à double usage (« *dual-use foundation models* ») et des infrastructures de calcul à grande échelle (« *large-scale computing clusters* »). Le texte, soumis à consultation jusqu'au 11 octobre 2024, prévoit notamment d'imposer des obligations de déclaration pour (i) les développeurs des modèles d'IA les plus puissants et (ii) les détenteurs de capacités de calcul à grande échelle auprès du DoC. Toute « *Covered U.S. person* » (citoyen américain, résident permanent légal ou entité régie par la loi américaine, incluant les succursales étrangères ou toute personne présente sur le territoire américain) devra ainsi notifier sur une base trimestrielle au Bureau of Industry and Security (BIS) si elle a mené au cours des trois derniers mois ou prévoit de mener au cours des six prochains mois des activités (i) d'entraînement de modèles d'IA nécessitant plus de  $10^{26}$  opérations de calcul ou (ii) d'acquisition, de développement ou de détention d'un cluster de calcul d'une capacité supérieure à  $10^{20}$  opérations par seconde relié avec une connectivité réseau supérieure à 300 Gbit/s.

Ces notifications incluront des informations détaillées sur la propriété et la sécurisation physique des poids des modèles, les mesures de cybersécurité en place, ainsi que les résultats des tests de sécurité. Le DoC annonce que le projet de texte vise à protéger la sécurité nationale américaine et à s'assurer que ces technologies, décrites comme essentielles mais sensibles, soient utilisées de manière sûre.



## Brèves

- Selon [Crunchbase](#), plus de 85 000 travailleurs du secteur technologique ont perdu leur emploi sur les huit premiers mois de l'année 2024.
- Le 10 septembre, la cour fédérale du district de l'Utah a [émis](#) une injonction suspendant l'application de la loi SB 194 de l'État de l'Utah, qui imposait des vérifications d'âge et des contrôles parentaux sur les plateformes en ligne. Cette décision fait suite à une plainte déposée par NetChoice, un groupe de lobbying du secteur technologique, affirmant que la loi violerait le Premier Amendement de la Constitution des États-Unis.
- La startup Glean a [levé](#) 260 M\$ dans un tour de financement de série E, portant sa valorisation à 4,6 Md\$. Glean développe un moteur de recherche destiné aux entreprises, permettant aux employés de retrouver facilement des informations dispersées dans différents outils de travail (comme Google Drive, Slack, ou des bases de données internes). Ce tour de table, co-dirigé par Altimeter Capital et DST Global, survient sept mois après une précédente levée de fonds.
- Lors de sa conférence annuelle Worldwide Developers Conference, Apple a [annoncé](#) le lancement d'Apple Intelligence, sa nouvelle plateforme d'IA générative, en version bêta cet automne aux États-Unis. Intégrée dans des applications comme Mail et Messages, cette technologie propose des fonctionnalités avancées telles que la génération d'emojis personnalisés. Cependant, Apple a [confirmé](#) que le lancement d'Apple Intelligence serait reporté dans l'Union européenne en raison des préoccupations liées à la confidentialité, en vertu du Digital Markets Act.
- Selon le [Financial Times](#), OpenAI serait en discussions pour lever 6,5 Md\$ auprès d'investisseurs, ainsi que 5 M\$ supplémentaires sous forme de crédit. Cette opération porterait la valorisation de la société à 150 Md\$.

## Santé

### 10. La Chambre demande que l'accord OMS sur la réponse aux pandémies soit ratifié par le Sénat

La Chambre des Représentants a [adopté](#) le 11 septembre, par 219 voix contre 199, une proposition de loi visant à considérer comme un traité tout accord de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) sur la préparation aux pandémies, et donc à conditionner sa ratification par Washington à l'approbation des deux-tiers du Sénat. Un tel accord sur la préparation aux pandémies est en cours de négociation à l'OMS depuis 2022, avec pour objectif d'assurer

notamment un meilleur accès des pays en voie de développement aux vaccins et traitements grâce à des dérogations aux droits de propriété intellectuelle. L'OMS a [indiqué](#) en juin que les négociations en vue de l'accord devraient être conclues à horizon 2025. Le Représentant Tom Tiffany (R-Wisconsin), co-sponsor de la proposition de loi, s'est montré préoccupé de l'impact qu'un tel accord pourrait avoir sur les États-Unis : « voulez-vous que les globalistes corrompus de l'Organisation mondiale de la santé [...] soient au volant de la politique sur les pandémies ? ». Si seuls quatre démocrates ont voté en faveur de la proposition de loi, l'ensemble des républicains présents a soutenu le texte. Ce dernier doit encore être adopté par le Sénat et signé par le Président des États-Unis avant de devenir loi. La Fédération internationale de l'industrie du médicament (IFPMA), qui compte 90 membres, dont nombre de grandes entreprises américaines telles qu'Eli Lilly, Johnson & Johnson et Moderna, est [intervenue](#) le 9 septembre lors d'une réunion de l'OMS pour demander un accord qui « réponde aux besoins des pays tout en permettant au secteur privé d'innover et de répondre efficacement aux futures pandémies ».

## Brèves

- Le 4 septembre, un juge de l'État du Delaware a [ordonné](#) à l'entreprise pharmaceutique Johnson & Johnson (J&J) de payer 1 Md\$ d'indemnités aux actionnaires de l'entreprise de robotique Auris Health, acquise par J&J en 2019. Le juge a considéré que l'entreprise pharmaceutique avait failli à son obligation de fournir à Auris Health les ressources nécessaires à l'atteinte d'étapes réglementaires clés dans le développement de deux de ses produits phares – lesquelles conditionnaient l'octroi d'une rémunération additionnelle aux actionnaires historiques d'Auris Health par J&J. J&J a indiqué qu'elle ferait appel de la décision.
- Le 11 septembre, une coalition bipartisane de 42 procureurs généraux américains a [adressé](#) une lettre au Congrès, réclamant l'ajout d'avertissements sur les plateformes de réseaux sociaux afin de sensibiliser le public aux dangers que ces plateformes représentent pour la santé mentale des jeunes.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques. Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : [www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)

Responsable de la publication : Service économique régional de Washington  
[washington@dgtrésor.gouv.fr](mailto:washington@dgtrésor.gouv.fr)

Rédaction : SER des États-Unis  
Abonnez-vous [ici](#)